



LE BUREAU
DES QUESTIONS
EXISTENTIELLES

POURQUOI
le métro de Toulouse
parle-t-il occitan ?

NOUVELLE TENUE POUR LES AGENTS TISSÉO



QU'ES AQUO ? Il y a huit ans, Toulouse devenait la première ville de France à se doter d'un métro bilingue. Après une enquête d'envergure dans les bas-fonds de la ville, le JT a découvert que la transition a été plus mouvementée que ce l'on peut penser.

« Les annonces dans le métro, c'est amusant et puis ça permet d'apprendre l'espagnol (sic) », lâche Farid, un trentenaire toulousain, avant de s'engouffrer dans une rame. Dans la voiture, en pleine heure de pointe, l'annonce de l'arrivée du métro à la station "Capitoli" laisse les voyageurs impassibles. Il faut dire qu'il est tôt, que certains usagers ont encore l'empreinte de leur oreiller sur le visage et que beaucoup portent des écouteurs. Mais est-ce la seule raison de ce stoïcisme ? Il y a huit ans, lorsque le moyen de transport est de-

venu bilingue en occitan, la ville était plus ou moins à feu et à sang. Et ne mâchons pas nos mots, à deux doigts de la guerre civile. Tout a basculé au moment où la mairie a décidé d'étendre ce dispositif qui devait initialement être limité à la durée du festival Occitania. L'initiative avait été proposée et défendue par le mouvement Convergència Occitana. « Il y avait déjà les plaques indiquant le nom des rues dans cette langue régionale et nous voulions qu'elle ait aussi une existence sonore, c'est une langue vivante », réagit Jean François Laffont, président du mouvement. Pour lui, c'était une « ineptie » de prononcer les noms des stations uniquement en français alors que « 90% sont occitans à la base ». Il n'en fallait pas plus pour enflammer les réseaux sociaux. Un groupe Facebook intitulé "Pour que l'Occitane du métro toulousain se taise !" se forme et est bientôt suivi par 10 000 personnes. Son instigateur, Clément Elbaz, menait alors la fronde. La rédaction a réussi à retrouver sa trace. Aujourd'hui, qu'en pense-t-il ? S'est-il habitué aux annonces à grands coups de "Borda Roja" ou "Font de l'Estanh" ? Il confirme : « Je trouve ça toujours aussi bête qu'avant. » Ce dispositif n'est, selon lui, que de l'image et n'apporte, entre autres, aucun confort pratique. « Il n'y a personne qui va débarquer à Toulouse et qui va se perdre parce qu'il n'a pas d'indication en occitan. » Une remarque à laquelle le président de Convergència Occitana rétorque : « Si l'on veut vraiment des annonces "pratiques", pourquoi ne pas les diffuser en chinois ? C'est une langue que l'on parle de plus en plus après tout ! » Aujourd'hui, si la polémique a disparu et que la paix est revenue en ville, le dispositif pourrait prendre de l'ampleur puisqu'il est dans les projets de la mairie de l'étendre au tramway. « C'est en étude mais ça n'est pas encore fait à cause d'un problème technique », précise Jean-François Laffont. Dans ce moyen de transport, c'est une voix de synthèse qui annonce les stations. Et il est difficile pour un ordinateur de maîtriser l'accent.

Marine Mugnier ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN

JT

MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

JEUDI 05 > 11 OCTOBRE 2017 • N° 758

URBANISME: Faut-il densifier Toulouse ?

L'hebdo qui a de l'ALUR

En vue p.9
CÉLINE BOUSSIE
OUVRE LA VOIX

Et maintenant ? p.10
TOULOUSE EST-ELLE
PLUS VERTE
SOUS L'ÈRE MOUDENC ?



© Hélène Ressayres / JT

R 29141 - 0758 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UNE FEMME...

...qui prend de la place



« Il y a 20 ans, il n'y avait ici que des champs ! » constate Marie-Christine, 72 ans, figée devant un grand panneau de bois annonçant la construction d'un nouveau lotissement à Cugnaux. Et quand elle tourne la tête d'un côté et de l'autre de la route, elle découvre un second écriteau informant les passants de la prochaine arrivée d'un immeuble et d'une villa flambant neuve, tout juste sortie du sol. « Ça pousse comme des champignons, c'est fou ! » s'alarme-t-elle.

Dans son propre lotissement, les choses ont bien changé. « Nous n'étions que six ou sept familles à habiter ici, et tout le monde se connaissait. Maintenant, on compte plus d'une vingtaine de maisons et personne ne se dit bonjour », se désole Marie-Christine. À côté de chez elle, sur le terrain jouxtant son potager, une habitation individuelle, avec piscine, est venue lui gâcher la vue. « Je voyais des moutons paître dans un pré un peu plus loin, et là, mon vis-à-vis est... un mur », peste-t-elle.

En réalité, Marie-Christine dénonce un phénomène auquel elle contribue elle-même. Son témoignage résume à lui seul toute la contradiction et la problématique de l'étalement urbain.

Elle ne comprend pas pourquoi les gens s'agglutinent les uns sur les autres : « C'est comme à la plage, même s'il y a de la place, les vacanciers viennent toujours coller leur serviette à la mienne. Ça m'insupporte ! » Pourtant, elle se contredit rapidement en s'interrogeant : « D'un autre côté, il faut bien que les personnes qui arrivent dans notre région puissent habiter quelque part ! On ne peut pas les entasser en ville, mais on ne peut pas non plus construire à outrance en s'étalant toujours plus, jusqu'à ce que des communes bien distinctes viennent à se rejoindre. Ça doit être un beau casse-tête pour les municipalités ! »

Séverine Sarlat



LES JOURS BOOSTER RENAULT PRO+

Du 2 au 6 octobre

Renault KANGOO Grand Confort

À PARTIR DE

129 € HT / MOIS ⁽¹⁾

APRÈS UN 1^{ER} LOYER DE 3 261 € HT
NEW DEAL PRO SUR 60 MOIS ET 80 000 KM
SOUS CONDITION DE REPRISE

**AVEC 5 ANS D'ENTRETIEN,
DE GARANTIE ET D'ASSISTANCE**



**RENAULT
PRO+**



Renault, n°1 des véhicules utilitaires en France ⁽²⁾.

MODÈLE PRÉSENTÉ : KANGOO GRAND CONFORT ENERGY dCi 75 AVEC PEINTURE MÉTALLISÉE ET BANQUETTE PASSAGERS AVANT 2 PLACES À 135 € HT/MOIS, APRÈS UN 1^{ER} LOYER DE 3 414 € HT, SOUS CONDITION DE REPRISE.

(1) Exemple de Crédit-Bail Maintenance sur 60 mois pour un Kangoo Grand Confort Energy dCi 75 au prix remis de 10 814 € HT, soit une remise de 7 736 € HT (incluant la prime Renault de 1 000 € HT sous condition de reprise d'un véhicule de plus de 4 ans et la prime de 800 € pour toute commande et immatriculation avant le 31 octobre 2017, hors versions Générique et Prêt-à-Partir) par rapport au prix tarif conseillé n° 2206 du 04/04/2017 de 18 550 € HT, soit un premier loyer de 3 260,27 € HT puis 59 loyers de 128,12 € HT comprenant la garantie et l'entretien pour 60 mois et 80 000 km, l'assistance au véhicule et aux personnes, selon barème et conditions contractuelles à disposition dans le réseau. En fin de contrat, option d'achat finale de 2 487,22 € HT ou reprise de votre véhicule par votre concessionnaire pour ce montant diminué des éventuels frais de remise en état standard et des kilomètres supplémentaires, selon conditions générales Argus*. Le montant de la reprise servira à solder votre crédit-bail. Coût total en cas d'acquisition de 13 306,50 € HT. Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac, SA au capital de 61 000 000 € - établissement de crédit et intermédiaire en assurances - siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf 93168 Noisy-le-Grand Cedex - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny - N° ORIAS : 07 004 966 - www.orias.fr. Assistance souscrite par Diac auprès de Axa Assistance France Assurances, SA au capital de 31 275 660 € - société régie par le code des assurances - SIREN 451 392 724 RCS Nanterre - 6 rue André Gide 92320 Châtillon, dont les opérations sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 61 rue Talbott 75009 Paris. Offre non cumulable réservée aux artisans, commerçants, sociétés (hors loueurs, administrations, clients sous protocoles nationaux ou régionaux), valable du 02/10/2017 au 31/10/2017 dans les points de vente participants, intermédiaires non exclusifs. Renault New Deal Pro est une marque désignant une offre de crédit-bail Diac. (2) Renault n°1 des ventes de véhicules utilitaires en 2016 avec 32,1 % de part de marché (source AAA Data [Association Auxiliaire de l'Automobile]).

HISSEZ-HAUT. D'ici 2021, le centre-ville de Toulouse va voir s'ériger un gratte-ciel de 150 mètres de hauteur et de 40 étages. L'Occitanie Tower créera un précédent dans une ville caractérisée par son horizontalité. Les opposants à ce projet ne manquent d'ailleurs pas de le souligner et de relancer le débat sur la densification de Toulouse. Pour éviter que la Ville rose ne s'étende à l'infini, doit-on bâtir une ville sur la ville et prendre davantage de hauteur ? Existe-t-il d'autres solutions ? Cette semaine le JT défriche la question. Alors on dense ?



Jt

URBANISME : *faut-il densifier*

Près d'un tiers du territoire de l'agglomération est occupé par les espaces urbanisés. L'extension de ces derniers (habitat, activités, infrastructures...) au détriment des zones agricoles, naturelles ou forestières, plus communément appelée "étalement urbain", n'a cessé de croître depuis les années 1970. Et en la matière, « la Ville rose est championne », constate François Saint-Pierre, membre du Conseil de développement (Codev) de Toulouse Métropole. Cette périurbanisation est le résultat de plusieurs facteurs conjoncturels. D'abord, l'explosion de l'aéronautique qui a entraîné un dynamisme économique sans précédent et a ainsi attiré des milliers

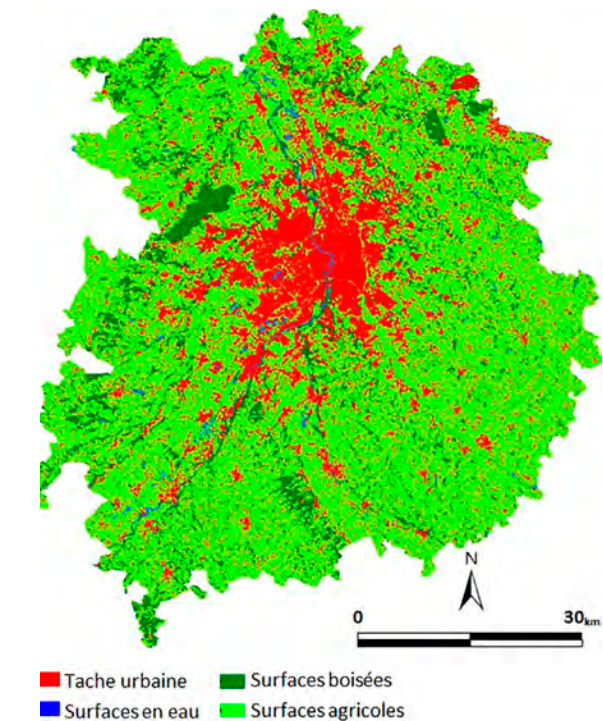
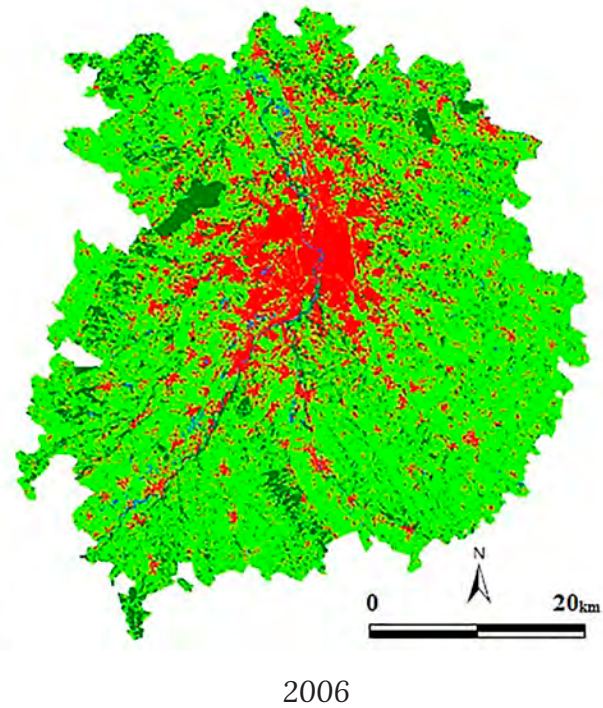
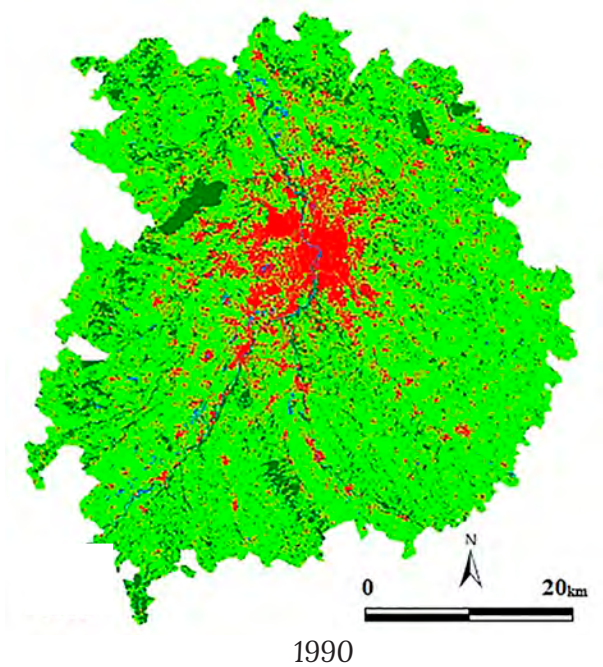
« Nous diminuons de 10% le grignotage des terres agricoles qui a lieu tous les ans »

de nouveaux arrivants dans l'agglomération. Ensuite, une politique de l'urbanisme basée sur le modèle étasunien, à savoir le développement de quartiers résidentiels, jusque dans les années 1990. Ainsi, ce sont 950 hectares par an qui ont été gagnés par l'urbanisation, jusqu'à atteindre les 31% du territoire en 2013. Ce qui n'est pas sans poser de sérieux problèmes, comme Toulouse Métropole les identifie : « Un développement des déplacements automobiles, une congestion des points

d'accès au centre-ville, la création de nouveaux réseaux de transports très coûteux pour les collectivités, une consommation importante en énergie, des émissions polluantes et enfin la disparition d'espaces naturels et agricoles au profit de l'urbanisation et une spéculation foncière sur les terres agricoles. » François Saint-Pierre observe une dernière difficulté : « Une ville qui s'étale trop ne laisse plus de place aux zones de respiration, de circulation de l'air, ce qui provoque l'extension des îlots de chaleur. » Pour preuve, le cas de Balma qui affiche 2°C de moins que Toulouse grâce à la présence de la vallée de l'Hers. Mais, pour le représentant du Codev, les pouvoirs publics ont pris la mesure des enjeux et changent de vision : « Nous devons lutter contre



Urbanisation de l'agglomération toulousaine



2025- Simulation par le modèle LCM

Toulouse ?

l'étalement urbain ! Nous avons déjà commencé en diminuant de 10% le grignotage des terres agricoles qui a lieu tous les ans», assure d'ailleurs Annette Laigneau, vice-présidente de Toulouse Métropole en charge de l'urbanisme, qui prône la densification modérée. Autrement dit, densifier principalement à proximité des services, des zones d'emploi et des axes de transport. Désormais, le mot d'ordre de la métropole est : éviter, réduire et compenser. «Nous déterminons si les constructions sont nécessaires, nous les réalisons à minima et, si elles sont indispensables, nous veillons à ce que l'espace agricole prélevé soit restitué ailleurs», explique l'élue. Car il faut bien loger les nouveaux arrivants. Ainsi, la métropole annonce la

construction de 10 000 logements par an. «50 % le seront à Toulouse. Le plus possible, il s'agira de détruire pour reconstruire car la ville doit se reconstituer sur elle-même», précise-t-elle, tout en rappelant que le plan local d'urbanisation (PLU), le document stratégique d'aménagement du territoire, est en révision. Il prévoit notamment l'extension des bâtis en hauteur dans certains quartiers comme cela a été le cas pour Marengo, permettant ainsi la réalisation du projet du gratte ciel Occitanie Tower.

Séverine Sarrazat

Source : "Etalement urbain et géoprospective : apports et limites des modèles de spatialisation" publié dans la revue "Cybergeographie", dans le cadre du projet Acclimat.

Diviser pour MIEUX CONSTRUIRE

CONCENTRATION. Pour lutter contre l'étalement urbain, le Bimby propose à des propriétaires de diviser leur terrain pour que d'autres puissent y construire leur logement. Une démarche adoptée par plusieurs communes en Haute-Garonne.

It



Contre-pied au Nimby "Not in my backyard" (pas dans mon arrière-cour), acronyme qui désigne l'opposition de résidents à un projet d'intérêt collectif près de chez eux, le Bimby "Build in my backyard" (construire dans mon arrière-cour) invite au contraire les propriétaires à diviser leur parcelle, pour donner l'opportunité à des inconnus de bâtir directement sur leur terrain. En supprimant les superficies minimales des terrains constructibles, la loi Alur de 2014 permet aux maires et aux habitants de mettre en place une densification douce et d'en finir avec l'étalement urbain qui, depuis les années 1960, grignote les campagnes. « Le Bimby est un concept vieux comme Vercingétorix. De tout temps, l'Homme a divisé les terrains. Ce qui est nouveau, c'est l'accompagnement que nous proposons aux propriétaires », précise Jacques Ségéric, maire de Vigoulet-Auzil, une petite ville très aisée située à côté de Toulouse, première de la région à s'être lancée dans l'expérience dès 2014.

Lors des journées Bimby organisées par la mairie, les habitants qui le souhaitent ont pu gratuitement rencontrer un architecte-urbaniste pour discuter des

« C'est un concept vieux comme Vercingétorix. De tout temps, l'Homme a divisé les terrains »

possibilités d'aménagement sur leur terrain. Les architectes ont alors modalisé, en temps réel, les différents projets en vérifiant qu'ils coïncident avec le plan local d'urbanisme (PLU). Ce document, révisé tous les cinq ans, réglemente les constructions sur le territoire communal. Les maires engagés dans la démarche Bimby essayent ensuite de prendre en compte les différents projets imaginés par les habitants pour concevoir les nouveaux PLU. « Plus de 120 personnes sont venues à ces journées », poursuit Jacques Ségéric. « Une m'a particulièrement intrigué en annonçant son intention de faire des logements sociaux. » Cette intention pose la question de la construction de ce type d'habitat dans le dispositif Bimby. En effet, les communes doivent atteindre entre 20% et 25% de logements sociaux selon leur taille. Comment garantir ce pourcentage dans le cadre d'un Bimby ? « C'est simple », assure Jacques Ségéric. « Quand un

« Nous avons gagné 20 hectares sur les 340 que compte la commune »

propriétaire divise son terrain pour la première fois, il n'est pas tenu de réaliser des logements sociaux. Mais s'il le fait une deuxième fois, il devra en prévoir. Par exemple, pour quatre constructions, il faudra deux logements sociaux. Il suffit d'inscrire cette règle dans le PLU. » Le profil type d'une personne qui a recours au Bimby, est celui d'un individu âgé, à la recherche de revenus supplémentaires pour adapter son habitat en prévision de ses vieux jours, qui vit dans une maison devenue trop grande, sur un terrain qu'il n'arrive plus à entretenir. « À Bouloc, 55% des ménages sont composés d'une à deux personnes vivant, pour 85% d'entre elles, dans des T4 ou des T5 », explique Daniel Nadalin, adjoint au maire en charge



© Villes Vivantes

de l'urbanisme. Dans cette petite commune rurale de 3 000 habitants, il faudrait, pour répondre à la pression démographique, bâtir 650 logements à l'horizon 2030. « Nous avons réalisé des études qui nous montrent que nous arriverons, grâce au concept Bimby, à construire ces logements sans nous étaler. Outre la perte de terres agricoles, l'urbanisation, avec tout ce qu'elle comprend en matière d'acheminement de réseaux et de transports, coûte très cher », ajoute-t-il. À ce jour, environ 210 personnes ont fait part de leur intention de diviser leur terrain pour construire des logements. De son côté, à Vigoulet-Auzil, Jacques Ségéric n'est pas peu fier. « Dans le PLU que nous mettons en révision, nous avons gagné 20 hectares sur les 340 que compte la commune. » Ainsi, cette dernière va restituer 20 hectares à la nature, sur des zones dédiées à l'urbanisme. Un retour en arrière qui aurait été impensable il y a quelques années et qui va permettre à la commune de densifier son centre bourg, de renouveler l'habitat et de sauver son école.

Monique Castro ✍

LA TÊTE D'AMPOULE

LES VERTUS DE LA densification horizontale

TETRIS. Pour Stéphane Gruet, architecte et philosophe, lutter contre l'étalement urbain passe par le fait de rendre désirables les alternatives à la maison individuelle. D'après lui, une densification horizontale permet à la fois de garantir intimité et maîtrise de son logement.

En 2016, 71% des Français plébiscitaient la maison individuelle comme leur type d'habitat préféré. C'est ce qui ressort du dernier des sondages réalisés tous les 5 ans par le groupe immobilier Century 21, auprès de 3 600 Français. Une situation héritée des années 1970. « Depuis cette date, le logement collectif souffre d'une image repoussoir », selon l'architecte et philosophe Stéphane Gruet. La faute à un certain échec de la politique des grands ensembles menée dans les années 1960, qui sera balayée dès 1969 d'un revers de main par le ministre de l'Équipement et du Logement Albin Chalandon. Ce dernier promeut alors la construction de dizaines de milliers de pavillons individuels.

Mais pour Stéphane Gruet, ce discrédit du collectif n'explique pas à lui seul l'attrait pour la maison individuelle. « Elle est aussi synonyme d'intimité et d'appropriation de son logement, d'une volonté d'être maître de ses aménagements. » L'enjeu est donc de répondre à ces aspirations en trouvant une « alternative désirable » aux grands ensembles et au pavillon individuel. Car, « les injonctions au développement durable ne suffisent pas », estime-t-il. Selon l'architecte, la densification horizontale des villes est une des pistes de lutte contre l'étalement urbain. « Les modèles architecturaux méditerranéens sont une source d'inspiration. Par la mitoyenneté, on mutualise le bâti ce qui comporte les mêmes avantages en termes de coûts de construction que de l'habitat collectif. Des maisons individuelles avec un patio intérieur protègent davantage l'intimité qu'un pavillon avec petit jardin à la vue des voisins. » La densification horizontale peut aussi passer par l'habitat intermédiaire ou semi-collectif. « Il s'agit de superposer deux logements "individualisés" disposant chacun d'une entrée particulière, d'un jardin en rez-de-chaussée ou d'une terrasse à l'étage », explique Stéphane Gruet. Un modèle permettant d'atteindre des niveaux de densité importants. « Le quartier des Chalets, au centre-ville de Toulouse, en est un bon exemple. Il n'excède pas le R+2 (rez-de-chaussée plus deux étages, ndlr) et pourtant il affiche la même densité qu'au Mirail », explique l'expert.

Pessac, près de Bordeaux, a fait le pari de cette densification horizontale. Le lotissement Candau comprend 34 logements individuels s'organisant en une sorte de hameau entièrement piéton, le stationnement automobile étant maintenu en périphérie du site. Il est traversé par un réseau de ruelles, ponctué de placettes et de cours-jardins. Près de Toulouse, Stéphane Gruet cite également l'écoquartier Andromède. Son ambition : accueillir environ 8 000 nouveaux habitants sur une surface de 210 hectares. Ce qui, selon l'association Construction 21, place sa densité moyenne de 3,8 habitants par kilomètre carré, proche de celle du centre-ville de Toulouse.

Selon Stéphane Gruet, un autre levier à mobiliser est celui du mode d'accession à la propriété. L'habitat participatif, où un groupe d'habitants conçoit, crée et gère collectivement leur habitat, permet ainsi, dans des constructions collectives, de répondre « au désir d'appropriation en étant maître du choix l'architecture tout en bénéficiant des avantages de la mutualisation. »

Delphine Tayac ✍

STÉPHANE GRUET

> Architecte et philosophe. Il est à l'origine de l'A.E.R.A. (Action Études et Recherches autour de l'Architecture), devenu le Centre de Cultures de l'Habiter (CCHa). Avec son équipe et la coopérative Faire-ville, il coordonne depuis 2005 des programmes de recherche et développement sur la ville durable et l'habitat participatif en accession sociale.



Jt



ABRICOOP : vivre groupé pour vivre mieux

Au départ d'Abricoop, coopérative d'habitants engagée dans la construction d'un immeuble de 17 logements au sein du quartier de la Cartoucherie, il y avait d'abord l'envie de se lancer dans une aventure collective. Mais en choisissant cette démarche, les membres de la coopérative espèrent, de fait, démontrer qu'il existe des alternatives à l'étalement urbain. « Notre souhait était de rester en ville. Mais sans ce projet, vu nos revenus et l'espace dont nous estimons avoir besoin, il nous aurait fallu aller dans un pavillon en périphérie », raconte ainsi Ludovic, membre de la coopérative. « Pour beaucoup d'entre nous, l'idée est de vivre à l'endroit où l'on travaille, ce qui est de plus en plus compliqué étant donné l'évolution du marché immobilier », ajoute Véronique, autre future habitante de l'immeuble de la Cartoucherie. Outre le choix de vie qu'il induit, l'intérêt de l'habitat participatif, surtout lorsqu'il est porté dans



sa globalité par une coopérative, est aussi de réduire les coûts. Jean, le doyen d'Abricoop, a fait le calcul : « Sur la totalité du projet, nous sommes à 2 000 €/m², un prix largement en dessous du marché, surtout pour du neuf, et qui englobe en plus des espaces collectifs et la dimension environnementale de l'immeuble. »

Par ailleurs, l'initiative d'Abricoop comporte une dimension non spéculative. « La coopérative est propriétaire des logements. À titre individuel, nous n'avons que des parts sociales. Quand quelqu'un part, il ne peut revendre sa part qu'à sa valeur nominale », explique Véronique. « Ainsi, les gens n'auront pas besoin d'être de plus en plus riches pour vivre dans cet immeuble. On évite le phénomène de gentrification qui pousse des populations à s'éloigner des villes », conclut Ludovic.

Nicolas Mathé ✍

Jt



Préserver les TERRES AGRICOLLES

La pression immobilière influence le prix des terres agricoles. Celles-ci étant de plus en plus rares, elles deviennent plus chères. Pour lutter contre ce phénomène, l'association Terre de liens soutient l'activité agricole en jouant directement sur le foncier. Sa branche La Foncière, utilise l'épargne solidaire ou la souscription d'actions de la part de particuliers pour acquérir des terrains agricoles et les louer à des agriculteurs désireux de s'installer. Une démarche qui entérine la vocation agricole des terres. Depuis sa création en 2006, cette initiative a permis d'acheter 3000 hectares.



✍ terredeliens.org

Rejoindre un projet D'HABITAT PARTICIPATIF

Du 13 au 15 octobre, les premières Rencontres régionales de l'habitat participatif sont organisées à Narbonne. Conférences, tables rondes, réunions en plénières, ateliers et une bourse à projets permettra de se familiariser avec ce mode d'habitat. Un rendez-vous destiné à la fois

aux particuliers curieux, aux porteurs de projets, aux professionnels ou aux élus... Plusieurs groupes d'habitants déjà lancés dans leurs démarches ouvriront leurs portes le dimanche. Près de Toulouse, il sera ainsi possible de découvrir les

initiatives de L'Ouvert du canal à Ramonville et de MasCoop à Beaumont-sur-Lèze.

✍ hab-fab.com



Des conseils architecturaux GRATUITS

Une volonté d'optimiser son espace, de restaurer, d'agrandir, de transformer un bâtiment ou d'en aménager ses abords ? Le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement propose un accompagnement pour l'élaboration et la concrétisation de son projet. Architectes, urbanistes, paysagistes tiennent des permanences régulières sur rendez-vous.

Les 13 et 14 octobre, à l'occasion des journées "Les architectes ouvrent leurs portes", une exposition mettra à l'honneur huit initiatives de moins de 300m² construites sur le territoire, qui ont été sélectionnées pour leurs qualités architecturales exemplaires.



✍ caue-mp.fr

PORTES OUVERTES
DU 13 AU 16 OCTOBRE**



SUV VA LOUH



NOUVEAU SUV COMPACT CITROËN C3 AIRCROSS

Plus Spacieux, Plus Modulable
#PlusDePossibilités

12 aides à la conduite*
Citroën Advanced Comfort®
Volume de coffre jusqu'à 520 L*
Toit ouvrant vitré panoramique*
90 combinaisons de personnalisation
Grip Control avec Hill Assist Descent*
Banquette arrière coulissante en 2 parties*

À partir de

169€
/MOIS⁽¹⁾

Après un 1^{er} loyer de 2 200 €
SANS CONDITION, LLD 36 MOIS / 30 000 KM
3 ANS ENTRETIEN & GARANTIE

Automobiles CITROËN - RCS Paris 642 050 189 - LES GAULOIS

**INSPIRED
BY YOU**

CITROËN préfère TOTAL. Modèle présenté : Nouveau SUV Compact Citroën C3 Aircross PureTech 110 S&S BVM SHINE avec options Toit ouvrant vitré panoramique, Peinture métallisée, Toit Ink Black et Pack Color Orange (255 €/mois après un 1^{er} loyer de 2 200 €, sur 36 mois et 30 000 km, assistance, entretien et extension de garantie inclus au prix de 21 €/mois au 1^{er} des deux termes échu). (1) Exemple pour la Location Longue Durée sur 36 mois et 30 000 km d'un Nouveau SUV Compact Citroën C3 Aircross PureTech 82 BVM Live neuf, hors option ; soit un premier loyer de 2 200 € puis 35 loyers de 169 € incluant l'assistance, l'extension de garantie et l'entretien au prix de 21 €/mois pour 36 mois et 30 000 km (au 1^{er} des deux termes échu). Montants exprimés TTC et hors prestations facultatives. Offre réservée aux particuliers, non cumulable, valable jusqu'au 31/10/17 dans le réseau Citroën participant et sous réserve d'acceptation du dossier par CREDIPAR/PSA Finance France, locataire gérant de CLV, SA au capital de 138 517 008 €, n° 317425981 RCS Nanterre, 9 rue Henri Barbusse CS 20061 92 623 Gennevilliers Cedex. *Équipement de série, en option ou non disponible selon les versions. ** Selon autorisation préfectorale.

CONSOMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE NOUVEAU CITROËN C3 AIRCROSS : DE 3,7 À 5,6 L/100 KM ET DE 96 À 126 G/KM.

ELLE MÉRITE DE FAIRE LA UNE

Céline BOUSSIÉ

Ouvrir la voix

Cette aide médico-psychologique est poursuivie en diffamation par son ancien employeur pour avoir dénoncé des maltraitances à l'Institut médico-éducatif (IME) de Moussaron dans le Gers. En attendant l'issue de son jugement, elle souhaite que son combat profite à d'autres.

✍ Marine Mugnier

INDIGNATION «Vous ne choisissez pas d'être lanceur d'alerte, vous le devenez malgré vous», lâche Céline Boussié. Après cinq ans de travail à l'Institut médico-éducatif de Moussaron dans le Gers, elle a décidé de «rompre la loi du silence» en dénonçant une maltraitance institutionnelle. Des enfants, attachés, enfermés et placés sous camisole chimique (fort dosage de calmant qui rend les patients apathiques). «J'aurais 100 000 fois préféré que ces jeunes soient traités avec dignité, alors il n'y aurait pas eu besoin de dénoncer ces agissements.»

BIENVEILLANCE «Faire attention aux autres a toujours été naturel pour moi», raconte celle qui se souvient qu'à l'âge de 12 ans, elle aidait déjà «une grande tante âgée à couper ses morceaux de viande». Des petits gestes altruistes qu'elle juge «trop rares dans une société hyperindividualiste» et qui l'ont amenée à choisir une carrière «tournée vers l'humain».

RUPTURE «Nous, les lanceurs d'alerte, nous ne sommes pas les victimes. Nous sommes les dommages collatéraux», assure Céline Boussié en pensant aux enfants de l'IME. Endosser ce rôle a bouleversé sa vie : «Vous passez pour un empêchement de tourner en rond et plus personne ne veut vous embaucher.»

RENFORT «Je ressens un fort sentiment de solitude mais j'ai la chance d'avoir un comité de soutien», explique-t-elle, reconnaissante. Afin de ne plus laisser seuls ceux qui veulent dénoncer maltraitances et inégalités, elle a créé, en 2014, l'association "Handi'gnez-vous". «Nous intervenons également auprès de professionnels et de jeunes encore en formation dans le secteur médico-social pour leur apprendre la différence entre bientraitance et maltraitance.» À travers le collectif Metamorphosis, elle réfléchit, avec d'autres lanceurs d'alerte, à un «réel statut» pour les protéger.

INTÉGRITÉ Céline Boussié est la troisième salariée de l'IME à se plaindre de maltraitances institutionnelles. Ses anciens collègues ont déjà été reconnus coupables de diffamation. Si le procureur n'a requis aucune peine contre l'aide médico-psychologique, elle saura, avec le verdict du 21 novembre, si elle doit subir le même sort que ses prédécesseurs. «Si je suis condamnée, je préfère être à ma place et pouvoir me regarder dans la glace.»



© Franck Alix / JT

EN BREF



Trafic doublé sur le TGV Toulouse-Paris

Depuis l'ouverture, il y a trois mois, du tronçon à grande vitesse entre Bordeaux et Paris, qui permet de réduire la durée de trajet de 1h20, la SNCF a constaté un doublement de la fréquentation de ses trains entre Toulouse et la capitale. Des chiffres qui vont relancer le débat sur la faisabilité et la nécessité du projet de ligne à grande vitesse entre Bordeaux et Toulouse.



© Archives / JT

250 000 €

C'est la somme que Toulouse Métropole espère économiser en 20 ans sur sa facture d'électricité grâce aux deux centrales photovoltaïques qu'elle va implanter sur les toits de la médiathèque José-Cabanis et de l'immeuble Marengo Boulevard. La collectivité a retenu la société héraultaise Quadran pour installer et exploiter ces panneaux. Les deux centrales couvriront 99% des besoins énergétiques de chaque bâtiment.

30 AGENDA

> SAMEDI 7 OCTOBRE

Deuxième Open Bidouille Camp, journée festive pour apprendre à faire soi-même et devenir plus autonome, de 10h à 22h30 à l'Atelier des bricoleurs.

✉ obctoulouse.net

> DIMANCHE 8 OCTOBRE

Réunion publique d'information sur l'affaire du médicament Levothyrox, organisée par le député honoraire et médecin Gérard Bapt, à 15h à la Grande halle de L'Union.

ET MAINTENANT ?

Toulouse est-elle plus verte SOUS L'ÈRE MOUDENC ?

ÇA POUSSE. Trois ans après son arrivée au Capitole, le maire de Toulouse vient de dresser un bilan de ses actions à mi-mandat. Parmi les promesses de campagne de Jean-Luc Moudenc figurait le verdissement de la ville. De parcs en places, le JT a compté les arbres pour faire le point.

Le candidat Moudenc s'y était engagé. «La nature en ville accompagnera les projets d'aménagement par la végétalisation des places, des bâtiments (toitures). Des plantations massives d'arbres et d'arbustes permettront de verdir Toulouse», promettait-il en 2014 dans "Notre projet pour Toulouse", son programme de campagne. Trois ans plus tard, la ville s'est-elle vraiment rapprochée de la nature ? «Plus de 10 000 arbres ont été plantés depuis 2014. Et d'ici 2020, il y aura 10% d'espaces verts supplémentaires à Toulouse», assure Jean-Luc Moudenc.

Pour en avoir le cœur net, direction la place Olivier à Saint-Cyprien, dont l'aménagement en 2010 comprenait la suppression des grands arbres historiques. Encore trop jeunes pour faire de l'ombre, 11 tilleuls y trônent désormais. À quelques pas, au Port-Viguerie, tout juste terminé, l'esplanade autrefois nue est peuplée d'une soixantaine d'arbustes. Rive droite, ce sont 30 saules et frênes qui ont pris récemment racine place Saint-Pierre. Rue Bayard, on peut aussi s'amuser à compter les 44 poiriers et 37 noisetiers plantés en 2016. La liste des sites où l'aménagement est allé de pair avec les plantations d'arbres est longue. En déambulant dans la ville, le développement des espaces verts est moins flagrant. Certes, du côté de



Les jardins de la ligne, à Montaudran.

Montaudran, les Jardins de la ligne, ouverts en juin dernier, offrent aux Toulousains 2,3 hectares de verdure supplémentaire.

En revanche, le futur poumon vert de l'île du Ramier, promesse de campagne, ne pourra voir le jour qu'après 2021, après le déménagement du parc des expositions à Beauzelle. En dehors des gravats laissés par la récente destruction de l'ancienne disco-

« D'ici 2020, il y aura 10% d'espaces verts supplémentaires à Toulouse. »

thèque, pas grand-chose n'a bougé dans le futur Central Park toulousain.

Quatre jardins partagés ont aussi été créés cette année, portant à 16 le nombre de jardins municipaux. Un chiffre encore trop faible selon le groupe d'élus Europe écologie-les Verts. Dans son propre bilan de mi-mandat, il critique «l'absence d'une politique volontariste [...] alors que la demande citoyenne est forte» en matière de jardins partagés. Car, malgré toutes ces initiatives, le verdissement lancé par la commune est-il suffisant pour rattraper le retard ? La quatrième ville de France n'est classée qu'à la 13^e place par l'Observatoire des villes vertes. «Toulouse dispose de 28 m² d'espaces verts par habitant contre 48 m² en moyenne dans les 50 plus grandes villes de France», remarque l'Observatoire.

Pour rendre la Ville rose plus verte, quelques expériences originales tentent d'aller plus loin. L'opération "Des fleurs sur mon mur" a permis de végétaliser des trottoirs en perçant une centaine de trous pour y planter fleurs et plantes à la demande des habitants. Cet été, l'écopâturage a même été testé pour entretenir les 30 hectares de la base verte des Argoulets avec un troupeau de moutons des Pyrénées. Signe que la ville prend la clé des champs ?

Maylis Jean-Préau ✍

ÇA BOUGE !

Qualité de vie au travail : LE RÔLE CLÉ DES MANAGERS

DIALOGUE. À l'occasion de la Semaine de la qualité de vie au travail, qui se déroule du 9 au 13 octobre, l'Association nationale de l'amélioration des conditions de travail (Anact) veut sensibiliser à la nécessaire formation, souvent négligée, des managers.



«Aujourd'hui, la majorité des managers se contentent de gérer la qualité de la production plutôt que de se poser la question de comment les collaborateurs peuvent le faire dans de bonnes conditions», lance Anne Courtet, chargée de communication à l'Agence régionale pour l'amélioration des conditions de travail (Aract) en Occitanie. C'est un des constats mis en lumière par une vaste étude menée au niveau national entre novembre 2015 et mai 2017, auprès de 250 acteurs du monde de l'entreprise et de la formation initiale et continue. Ses détails seront dévoilés à l'occasion de la Semaine de la qualité de vie au travail qui se tient du 9 au 13 octobre.

Cet événement, destiné à sensibiliser les acteurs du monde de l'en-

treprise, se concentre donc cette année sur la nécessité de former les managers. «Il ne s'agit pas de parler de bien-être au travail, ce qui reste une approche individuelle, mais de réfléchir à l'organisation du travail dans son aspect collectif», poursuit Anne Courtet. Parmi les événements recensés dans toute la région Occitanie, la Maison de la recherche et de la valorisation accueille le 13 octobre une matinée dédiée à des partages d'expériences. Vanina Mollo, maître de conférences en ergonomie et neurosciences du travail, viendra notamment présenter une action menée auprès d'une grande entreprise du secteur de l'énergie. «Cela a consisté à mettre en place des espaces de discussion afin de rétablir le dialogue entre les salariés et les managers. Les collaborateurs ne faisaient plus remonter leurs difficultés sur le terrain.» Ateliers, ciné-débat, conférences sont ainsi au programme à Montpellier, à Toulouse et dans plusieurs villes de la région.

occitanie.aract.fr ✍

Delphine Tayac ✍



Jeux CONCOURS

Gagnez l'un
de ces cadeaux
en envoyant
un mail à : redaction@lejournaltoulousain.fr
Mettre en objet :
Jeux concours

**Dans la limite des stocks
disponibles*



LIVRE

"La montagne rouge"

Enclos de la Montagne rouge, Sud de la Laponie. Sous une pluie torrentielle, les éleveurs procèdent à l'abattage annuel de leurs rennes. Mais dans la boue, on retrouve des ossements humains. La découverte de ce mystérieux cadavre décomposé devient l'enjeu d'une terrible bataille juridique qui opposera forestiers suédois et éleveurs lapons à la Cour suprême de Stockholm.

Paru le 28 septembre



DVD

"L'histoire de l'amour"

Pologne. Années 1930. Léo aime Alma. Il lui a juré de la faire rire toute sa vie mais la guerre les a séparés... Alma a fui à New York et Léo a survécu pour tenir sa promesse. De nos jours, à Brooklyn, vit une adolescente pleine de passion et de fougue. Elle s'appelle aussi Alma... Tandis que de l'autre côté du pont, à Chinatown, Léo, devenu un vieux monsieur espiègle, vit toujours avec le souvenir de « la femme la plus aimée au monde »...

Disponible depuis le 29 mars

SORTIR

Une nouvelle aire de CULTURE



SCÈNE. Depuis la rentrée, l'agglomération toulousaine dispose d'une nouvelle salle de spectacle avec l'Aria à Cornebarrieu. Un outil de taille pour dynamiser le Nord-Ouest de la métropole mais aussi un lieu dédié à la découverte et à la mise en valeur du tissu culturel local.

La culture est devenue un enjeu de taille pour en finir avec l'étiquette "cité-dortoir" qui a longtemps collé aux communes de la périphérie toulousaine. Depuis la rentrée, l'Aria à Cornebarrieu a ainsi rejoint la liste des salles de spectacles destinées à créer du lien dans ces communes dont la majorité des habitants ne travaillent pas sur place. « Ici, la réflexion est surtout partie de l'existant », précise Julia Ansola-Bunel, directrice du développement culturel de Cornebarrieu. « La ville était déjà très dynamique avec beaucoup d'écoles de musiques, d'associations, de spectacles et une médiathèque très fréquentée mais bien trop petite. Il manquait juste un outil digne d'accueillir ce foisonnement. C'est pour cela que le projet initial d'une salle polyvalente s'est transformé au fur et à mesure en un vrai pôle culturel. »

L'Aria comporte donc une salle de spectacles avec plusieurs jauges modulables (110 ou 380 places as-

sises, 1 500 debout), un auditorium ainsi qu'une médiathèque de 800 m². Et si la priorité est que les habitants de Cornebarrieu s'approprient le lieu, l'Aria s'inscrit aussi dans une logique de maillage du territoire. « Nous ne sommes pas en concurrence avec d'autres structures culturelles, il y a de la place dans le Nord-Ouest toulousain et nous espérons bien sûr attirer des spectateurs issus des communes voisines, voire du Gers. »

La circulation étant ce qu'elle est à Toulouse, il est important que ce bassin de population ait une salle près de chez lui », souligne celle qui a été recrutée pour mettre en place une programmation susceptible de répondre à ces ambitions. Forte de son expérience d'assistante de production à la Salle Nougaro et de bénévole pendant 10 ans au festival "Alors Chante" à Montauban, Julia Ansola-Bunel a activé ses réseaux pour concocter une première saison éclectique : « Il faudra un peu de temps pour mieux connaître notre public mais nous sommes partis

« Nous avons
envie de surprendre
avec parfois
des spectacles
un peu plus
risqués »

sur des fils conducteurs comme la chanson et l'humour. Avec des artistes connus mais aussi beaucoup de découvertes. Nous avons envie de surprendre avec parfois des spectacles un peu plus risqués, nous nous sommes donnés une mission de service public. »

Alain Chamfort, Sanseverino, l'humoriste Guillaume Meurice et d'autres artistes moins connus comme Carla Pires ou Camille Hardouin se succéderont sur la scène de l'Aria. Une saison pleine de surprises donc, et qui a débuté comme un symbole par un Cabar'rieu, concept de soirées destinées à faire connaître de jeunes talents locaux ou de donner de la visibilité à des artistes en développement. « Le week-end dernier était aussi un vrai test avec les spectacles de Melissmell et d'Aldebert. Le public a répondu présent donc pour l'instant tout va bien », sourit Julia Ansola-Bunel.

Nicolas Mathé ✍



Un BÂTIMENT écoénergétique

Conçu par Philippe Madec, l'un des spécialistes de l'éco-urbanisme en France, l'Aria repose sur un mur porteur en terre crue (une première pour un bâtiment public en France) et dispose d'un système de ventilation naturelle remplaçant la climatisation, d'une chaufferie à granulés de bois ainsi que d'un toit-terrasse végétalisé.

Des romans pour faciliter LA LECTURE AUX ENFANTS DYSLEXIQUES



« Les enfants dyslexiques ont souvent un mouvement de rejet par rapport à la lecture, voire une phobie », explique Caroline Delattre, directrice de l'école Fourio de Launac, au Nord-Ouest de Toulouse, un établissement adapté aux troubles de l'apprentissage des « dys ». « Ils ont du mal à percevoir le lien entre le son, le parler et l'écrit. Il n'est pas facile pour eux d'identifier, de reconnaître et de mémoriser cette correspondance », précise Christiane Soum-Favaro, chercheuse en sciences du langage à Toulouse. Les lettres visuellement proches, comme le B ou le P peuvent aussi poser problème. Dans ces conditions, il est difficile de motiver les élèves à la lecture. Elles ont donc décidé d'unir forces et connaissances et ont travaillé avec Mélanie Jucla et Clara Solier, respec-

tivement chercheuse et doctorante en sciences du langage. Ensemble, elles ont saisi la proposition de la maison d'édition Belin : concevoir des ouvrages de lecture jeunesse avec de « véritables histoires », mais qui soient par ailleurs accessibles aux enfants qui ont « autour de 8 ans » et sont dyslexiques. Pour leur donner l'envie de lire, il a fallu s'adapter à leurs besoins. « Nous avons spécialement travaillé à une charte à destination des auteurs et de la maison d'édition. Elle énumère des contraintes d'écriture qui facilitent la lecture. Par exemple, espacer suffisamment les lignes et les caractères », explique la chercheuse.

ABC. Il y a un an, les éditions Belin ont fait appel à une équipe de chercheuses toulousaines et à une directrice d'école pour élaborer des livres à l'attention des enfants dyslexiques. Aujourd'hui, ces ouvrages innovants leur donnent le goût de la lecture.

Résultat : dans chaque histoire de la collection "Colibri", la correspondance d'un son et d'une forme est spécifiquement travaillée (par exemple, la forme "eau" et le son "o"). Puis, elle est répétée à de nombreuses reprises pour habituer le lecteur. Celle-ci est également écrite en couleur afin d'être repérée plus facilement. Le fait de confronter les enfants aux difficultés, un son après l'autre, les aiderait à banaliser l'épreuve. « Avec les ouvrages classiques, on apprend par exemple le son "se" et toutes les façons de l'écrire. C'est cela qui embrouille les enfants dyslexiques », ajoute Christiane Soum-Favaro.

Et visiblement, les premiers retours des principaux intéressés sont positifs : depuis que les histoires ont été distribuées aux élèves de l'école Fourio, il y a un an, « ils sont en demande et lisent de plus en plus », conclut Caroline Delattre.

Marine Mugnier ✍

LA FRANCE PAR
Jean Paul GAULTIER

COLLECTION AUTOMNE-HIVER 2017
12 NOUVELLES PIÈCES DE 10€ ARGENT⁽¹⁾

Une édition limitée à découvrir à La Poste⁽²⁾
et chez les buralistes⁽³⁾ participants.



FRAPPE LA MONNAIE ET LES ESPRITS



LA POSTE

(1) Pièces de 10€ argent 333 millièmes - Ø 31 mm - 17 g

(2) Pièces de 10€ argent, dans la limite des 512 160 exemplaires. Offre valable du 25 septembre 2017 au 24 février 2018 en France métropolitaine, sur stock ou sur commande dans une sélection de bureaux de poste et en Agences Communales (liste disponible sur www.laposte.fr). La Poste - Société anonyme au capital de 3 800 000 000 € - 356 000 000 RCS PARIS. Siège social : 9, rue du Colonel Pierre Avia, 75015 Paris. (3) Liste des buralistes participants disponible sur www.monnaieparis.fr. La Monnaie de Paris - EPIC - 160 020 012 RCS Paris - siège : 11 quai de Conti - 75006 Paris. Photos et taille des pièces non contractuelles.

monnaieparis.fr - tel : 01 40 46 59 30

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2017, fixe le prix de la ligne à 4,15€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

LIQUIDATIONS

N° PC : 2017RJ0684

Jugement du 21/09/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur SINGERY Stéphane** 1 lieu-dit Miquel 31420 SAMOUILLAN Pose de carrelage RM 789 492 030 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Yann BRANCO-FERNANDES 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIES EVRARD Date de cessation des paiements le 31/08/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0680

Jugement du 19/09/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **la SARLu ESTHETIC NAILLOUX** 13 rue de la République 31560 NAILLOUX Soins esthétiques. RCS 533 328 738 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. BLATCHE Date de cessation des paiements le 08/09/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0682

Jugement du 21/09/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **la SARL EOTEC** 300 route DE MONTAUBAN 31660 BESIÈRES fabrication et vente de tous appareils utilisant principalement l'énergie éolienne RCS 331 630 384 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLINIÉ Date de cessation des paiements le 08/09/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0683

Jugement du 21/09/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **la SASu EDEN LINK** 56 port Saint-Sauveur 31500 TOULOUSE Débit de boissons, boîte de nuit, dancing, discothèque, spectacle, restauration de type traditionnelle et rapide. RCS 804 309 631 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. COSSET Date de cessation des paiements le 31/07/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0676

Jugement du 19/09/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur BASIYD Baba Ammi** Appartement 11 2 cheminement Francis Poulenc 31100 TOULOUSE Entrepreneur de travaux forestiers - Elagage RCS 429 070 147 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 19/03/2016. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0677

Jugement du 19/09/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **la SARL TJP SPIRIT** 32 chemin Bellegarrigues H132 31140 AUCAMVILLE Enseignement de tout sport de combat, coaching sportif. RCS 805 029 162 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 30/06/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0686

Jugement du 21/09/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **la SARL MSM GLOBAL BATIMENT** 70 rue des Fontaines Appartement 37 31300 TOULOUSE Bâtiment général et maçonnerie générale. RCS 811 988 393 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 03/02/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0299

Jugement du 19/09/2017 : conversion en liquidation judiciaire de **la SAS MECA COATING INDUSTRIE** 2 avenue de la Devèze 34500 BEZIERS liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE RCS de TOULOUSE : NI

N° PC : 2017RJ0059

Jugement du 21/09/2017 : conversion en liquidation judiciaire de **la SARL MONSIEUR CARNAVAL** 34 rue de Bayard 31000 TOULOUSE liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 RCS 491 737 532

REDRESSEMENTS

N° PC : 2017RJ0678

Jugement du 19/09/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **la SARLu So.Mé.Pil.** 2 rue Barthélémy Thimonnier Zone Industrielle le Casque 31270 CUGNAUX Chaudronnerie, métallerie.

N° PC : 2017RJ0685

Jugement du 21/09/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **la SARL EPA** 72-76 avenue de Grande-Bretagne 31300 TOULOUSE Commerce supermarché alimentaire. RCS 519 953 905 mandataire judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Administrateur : la SCP CAVIGLIOLI-BARON-FOURQUIE prise en la personne de Me BARON 10 rue d'Alsace-Lorraine 31000 TOULOUSE mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion Juge-commissaire : M. VERNIER Date de cessation des paiements le 31/08/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0679

Jugement du 19/09/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **la SARLu KAYAM** 88 BIS avenue du Gamouna 31150 BRUGUIERES Prise de participation RCS 521 487 066 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIES EVRARD Date de cessation des paiements le 12/09/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0681

Jugement du 19/09/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **la SAS VELASCO BEAUTE ET BIEN ETRE** 1 Chemin de Pandelie Ldt Lacassagne 31450 AYGUESVIVES Soins esthétiques, de remise en forme, restauration rapide et à emporter, achat et vente de bois de chauffage. RCS 803 056 712 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. BLATCHE Date de cessation des paiements le 08/09/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0687

Jugement du 21/09/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **la SARL THOMAVI** 3 rue de la Fonderie 31000 TOULOUSE Restauration traditionnelle, restauration rapide RCS 805 357 662 mandataire judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 Juge-commissaire : M. MOLINIÉ Date de cessation des paiements le 25/01/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC..

N° PC : 2017RJ0688

Jugement du 21/09/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **la SAS AUKAM** 430 avenue de Fronton 31200 TOULOUSE Fabrication, vente de plats cuisines asiatiques et activités liées à la snakerie, sur place ou à emporter ou par la livraison. RCS 809 151 772 mandataire judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. VERNIER Date de cessation des paiements le 19/09/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0539

Jugement du 14/09/2017 arrêtant le plan de cession de **la SAS MEDIA'TIME** 89 route d'Espagne 31100 TOULOUSE RCS : 440 662 237 au profit de la SAS FACTEUR CLE DE SUCCES sise 19 rue Arthur Rimbaud 31130 BALMA avec faculté de se substituer à une société à constituer dénommée EZAD.

N° PC : 2015RJ1173

Jugement du 19/09/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement **SARL SOCIETE MAISON DU SKI** 48 route d'Espagne 31100 TOULOUSE Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE RCS 700 802 960

N° PC : 2016RJ0715

Jugement du 21/09/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement de **la SAS EASY CONNECT** 12 rue d'Apollo ZAC de Montredon 31240 L'UNION Commissaire à l'exécution du plan : Me VIGREUX Sébastien 8 rue du Poids de l'Huile 31000 TOULOUSE RCS 449 670 959

N° PC : 2016RJ0765

Jugement du 21/09/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement de **la SARL HOLDING CARTIGNY** 5 avenue Didier Daurat 31400 TOULOUSE Commissaire à l'exécution du plan : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 RCS 538 623 992

N° PC : 2016RJ0806

Jugement du 21/09/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement de **la SARL A.B.N. Service** 31 chemin de la Levrette 31200 TOULOUSE Commissaire à l'exécution du plan : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 RCS 453 080 640

CLÔTURES

N° PC : 2016RJ0859

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour extinction du passif de **la SARLu BRUGEL** Matrasset 31220 MONDAVEZAN RCS 494 986 656

N° PC : 2013RJ0692

Jugement du 21/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **Monsieur BONHOMME Georges** 83 rue de Bourrassol 31300 TOULOUSE RM 400 216 032

N° PC : 2015RJ0777

Jugement du 21/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **Madame LAFONT Sandra Huguette** 1 rue Antoine Pastre 3ème Étage-Appartement 09 31200 TOULOUSE RM 803 616 028

N° PC : 2015RJ0891

Jugement du 21/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **Monsieur GNABOUYOU Opely Boniface** Appartement 21 3 cheminement Francis Poulenc 31100 TOULOUSE RM 353 175 011

N° PC : 2015RJ0963

Jugement du 21/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **Madame ROMAN Francisca Rébecca** 15 avenue des Palanques Nord Villa 3 31120 PORTET-SUR-GARONNE RM 795 197 094

N° PC : 2012RJ0679

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **SAS CARUDIS** 21 zone d'activité commerciale des Landes 31800 ESTANCARBON RCS 310 392 394

N° PC : 2012RJ1130

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **SARLu EUGENIE PRODUCTION** 146 avenue des Etats Unis cases 62 et 64 31200 TOULOUSE RCS 401 569 108

N° PC : 2014RJ0009

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **SARL S.D.E NETTOYAGE** 146 avenue des Etats Unis Min, Boîte N° 16. 31200 TOULOUSE RCS 534 270 418

N° PC : 2014RJ1045

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **SARL ELECTRICITE D'OC** 58 bis chemin du Chapitre 31100 TOULOUSE RCS 329 426 084 .

N° PC : 2014RJ1046

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **SARL S.M.T.S.** 58 bis chemin du Chapitre 31100 TOULOUSE RCS 409 470 986

N° PC : 2015RJ0092

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **SARLu PY ELEC** 121A route de Longages 31410 NOE RCS 499 644 011

N° PC : 2015RJ0447

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **SARLu ELECTRICITE INDUSTRIE BATIMENT DE CASTELMAUROUT** route de Castelmaurou 17 Rue des Oliviers 31140 SAINT-LOUP-CAMMAS RCS 388 352 049

N° PC : 2015RJ0827

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **SAS ECURIES DE PEY** lieu-dit Sede 31800 SAINT-GAUDENS RCS 753 718 758

N° PC : 2015RJ0909

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **la SARLu TONY TP** chemin de Casselèvres 31790 SAINT-JOIRY RCS 452 126 352

N° PC : 2015RJ0983

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **la SARLu TOULOUSE EVENT** 192 chemin du Sang de Serp 31200 TOULOUSE RCS 794 111 526

N° PC : 2015RJ1157

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **SARL CLOMETA** 331 chemin des Agries 31860 LABARTHE-SUR-LEZE RCS 442 148 797

N° PC : 2015RJ1172

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **SARLu CLOISON MIDI PYRENEES** 394 BIS avenue de Fronton 31200 TOULOUSE RCS 798 472 379

N° PC : 2016RJ0027

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **la SARL CHRIS AUTO** 3 chemin des Adrets 31140 AUCAMVILLE RCS 491 695 532

N° PC : 2016RJ0066

Jugement du 19/09/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de **la SASu T.Café Cypélo'** 61 rue du Taur 31000 TOULOUSE RCS 811 604 529

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

N° PC : 2016RJ0118

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARL JOUETS & Cie
43-45 rue des Filatiers 31000 TOULOUSE
RCS 524 535 986

N° PC : 2016RJ0147

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARL Fournitures & Cie
35 Rue de Griffoul 31340 VILLE-
MUR-SUR-TARN
RCS 811 486 596

N° PC : 2016RJ0162

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARLu EURL TECHNILUCE
3 rue des Comètes 31130 QUINT-FONSE-
GRIVES
RCS 488 373 333

N° PC : 2016RJ0352

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARL A B E C Constructions Beta
10 impasse Didier Daurat Zone Indus-
trielle de Montaudran 31400 TOULOUSE
RCS 799 159 181

N° PC : 2016RJ0353

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
SARL ECIG 31
71 rue Ampère Immeuble Prologue 2 - La-
bège Innopole 31670 LABEGE
RCS 789 572 302

N° PC : 2016RJ0376

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
La SARL LE BAR MILAN
9 place de Milan 31100 TOULOUSE
RCS 810 843 813

N° PC : 2016RJ0377

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
La SARL GARAGE FLEURY
1131 avenue de Montauban 31660 BES-
SIERES
RCS 802 500 827

N° PC : 2017RJ0192

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
La SARLu DREAMS LIMOUSINES
4 avenue de Carcassonne 31290 VILLE-
FRANCHE-DE-LAURAGAIS
RCS 489 722 769

N° PC : 2017RJ0193

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
La SARL MAISON MERENCIO
22 rue d'Hyères Cite Amoureux 31500
TOULOUSE
RCS 814 763 181

N° PC : 2008RJ0927

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL FLOREDA CONSTRUCTIONS
4200 route de Saint-Lys 31600 SEYSSES
RCS 353 969 603

N° PC : 2011RJ1036

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS CLUB PRIVE
voie Héracles Zone Industrielle Lavigne
31190 AUTERIVE
RCS 479 383 028

N° PC : 2012RJ0273

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARLu ALTITUDE MONBLANC
1 rue du Pont Vieil 31780 CASTELGINEST
RCS 492 579 297

N° PC : 2012RJ0843

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARLu O.R.H BATIMENTS
33 rue de la Touraine Appt 26 - Bâtiment
A1 31100 TOULOUSE
RCS 497 831 297

N° PC : 2013RJ0317

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL ILBAT
72 rue Vestrepain Appartement 2 31100
TOULOUSE
RCS 523 356 673

N° PC : 2013RJ0493

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARLu HORT-RIDEL HOLDING
47 route de Bayonne 31300 TOULOUSE
RCS 533 269 957

N° PC : 2014RJ0842

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
**SARL CABINET D'EXPERTISE EN EN-
ERGIES RENOUVELABLES DE FRANCE**
8 avenue Jean Mermoz Les Diamants
31770 COLOMIERS
RCS 531 788 453

N° PC : 2015RJ0346

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARLu UK SPIRIT
avenue de Toulouse 31150 BRUGUIERES
RCS 521 035 675

N° PC : 2015RJ0735

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARLu AJ PROTECTION
55 avenue Louis Breguet Bâtiment 7.
31400 TOULOUSE
RCS 790 076 228

N° PC : 2015RJ0778

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL FER ET CREATIONS
Zone Industrielle Palegril Zone d'Activité
Grenade Sud 31330 GRENADE
RCS 478 814 353

N° PC : 2015RJ0808

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS SUD ISOLATION
1 rue des Frères Peugeot Zone industrielle
de Vidailhan 31130 BALMA
RCS 610 802 217

N° PC : 2015RJ0812

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS DFM Automobiles
115 route de Grenade 31700 BLAGNAC
RCS 788 562 643

N° PC : 2015RJ0833

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SASu SASU JYS
5 place du Castelet 31150 BRUGUIERES
RCS 801 998 469

N° PC : 2015RJ0840

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SASu DON DIEGO
avenue de la Plage Saint Ferreol 31250
REVEL
RCS 810 228 031

N° PC : 2015RJ0853

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL ABPM
20 ter rue du Pountil 31410 MAUZAC
RCS 791 086 911

N° PC : 2015RJ0856

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SASu MGL TRADING & CO
2 rue d'Austerlitz 31000 TOULOUSE
RCS 751 597 089

N° PC : 2015RJ0859

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL J.D.E. AUTOMOBILES
61 chemin du Bois du Saget 31240 SAINT-
JEAN
RCS 789 649 373

N° PC : 2015RJ0860

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SAS DEL ANSA
1 rue de Mourlas 31700 CORNEBARRIEU
RCS 794 135 400

N° PC : 2015RJ0907

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SASu SPHAIREA
24 rue Delpont 31700 BLAGNAC
RCS 804 265 569

N° PC : 2015RJ0935

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
**l'Etablissement français de la société
de droit étranger GINGERTORY LDA**
9 TER avenue de Lyon 31500 TOULOUSE
RCS 534 705 249

N° PC : 2015RJ0980

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
**la SARLu Composites Design Toulou-
sain**
8 place de l'Echut Lot 22, Zone Indus-
trielle en Jacca 31770 COLOMIERS
RCS 534 012 299 0

N° PC : 22017RJ0175

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL NASH
21 rue de la République 31700 DAUX
RCS 492 166 715

N° PC : 2017RJ0184

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
SARL S.VALLES
1 avenue Jean-Pierre Sabatier Résidence
Victoria Centre Commercial Victoria
31270 FROUZINS
RCS 753 810 746

N° PC : 2017RJ0248

Jugement du 21/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de la
**SARLu JAILLON PORTAILS AUTOMA-
TISMES**
110 chemin du Cimetière 31620 GARGAS
RCS 813 249 943

N° PC : 2011RJ0603

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
M. SABUCO Jean-Pascal
20 boulevard Charles de Gaulle 31800
SAINT-GAUDENS
RCS 337 632 848

N° PC : 2016RJ0125

Jugement du 19/09/2017 :
clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur LOISEAU Franck
42 allée René Descartes Résidence «Les
Boréales» Appartement C21 31770 CO-
LOMIERS
RCS 384 675 104

DIVERS

N° PC : 2017EX0054 (GTC Niort)

Jugement du 13/09/2017 :
ouverture d'une procédure de redresse-
ment judiciaire à l'égard de
La SARL CREAZARTS
21 route de la Rochelle Zone de la Mude
79000 BESSINES
exploitations d'espaces d'activités d'arts
plastiques
RCS 751 313 081
mandataire judiciaire : la SCP Delphine
RAYMOND prise en la personne de Me
Delphine RAYMOND 10 Promenoir du
Drakkar-Place de la Petite Sirène 17000
LA ROCHELLE
Date de cessation des paiements le
01/07/2017.
Les créanciers sont invités à produire
leurs créances entre les mains du manda-
taire judiciaire dans les deux mois suivant
la publicité au BODACC.

N° PC : 2017EX0049 (GTC Bobigny)

**SARL NOUVELLES PERFORMANCES
NUMERIQUES**
89/91 Rue Robespierre -93100 MON-
TREUIL
RCS : 352.493.985
Décision du Tribunal de Commerce de BO-
BIGNY en date du 12.09.2017
A la suite de l'ouverture de la procédure
de redressement judiciaire en date du 4
juillet 2017 par la cour d'appel de Paris,
Jugement désignant :
Administrateur : Me Patrice Brignier 18
rue de Lorraine BP 43 - 93002 BOBIGNY
CEDEX,
Mandataire judiciaire : la SELAFA MJA en
la personne de Me Axel Chuine 14/16 rue
de Lorraine 93000 BOBIGNY.
Les créances sont à déclarer, dans les
deux mois de la présente publication,
auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le
portail électronique à l'adresse https://
www.creditors-services.com

CONSEILS D'EXPERTS

La mise en oeuvre du TÉLÉTRAVAIL

Ordre des Experts-Comptables de Toulouse Midi-Pyrénées



Lié à l'impact des outils numériques sur le travail, le télétravail s'étend et l'une des ordonnances "Macron" du 22 septembre 2017 apporte de nouveaux assouplissements.

Alors qu'il ne concerne que 17% des salariés aujourd'hui, le télétravail est une aspiration de 61 % des Français, plus particulièrement parmi les jeunes générations, ou encore parmi les salariés qui y trouvent une façon de mieux concilier vie privée et vie professionnelle. Il peut donc s'agir d'un outil de fidélisation des salariés. Il constitue également une réponse à des problématiques d'aménagement du territoire dans les zones rurales. Sans compter que cela peut améliorer les conditions de travail des personnes en situation de handicap.

Il s'agit donc d'une véritable opportunité pour assoir l'attractivité de l'entreprise et favoriser le recrutement et la fidélisation des salariés.

Voici les principales nouveautés concernant sa mise en place :

> sa mise en œuvre doit être désormais prévue par un accord collectif ou une charte élaborée par l'employeur ;

> cet accord ou charte doivent contenir un minimum de clauses obligatoires telles que les modalités de contrôle du temps de travail, la fixation des plages horaires durant lesquelles l'employeur peut contacter le salarié...

La mise en place du télétravail est dorénavant facilitée et peut constituer un atout majeur pour les entreprises.

Ordre des Experts-
Comptables de Toulouse Midi-Pyrénées:

Immeuble « Le Belvédère » - 11 boulevard
des Récollets - 31078 Toulouse Cedex 4

www.ectoulouse.com

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

infogreffe
Les Greffes des Tribunaux de Commerce

CONSTITUTIONS



Alain FAURE
Patrick LEGRIGEOIS
Antoine VANICOTTE
Notaires associés successeurs de
Me Jean-Marc GARRIGOU
SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE
TITULAIRE D'UN OFFICE NOTARIAL

Constitution de société

Aux termes d'un acte reçu par Me LE-GRIGEOIS notaire signé le 22 septembre 2017, il a été constituée une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : société civile
Objet : acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés, l'édification et la vente de ces mêmes biens ou droits immobiliers pour autant toutefois qu'elle ne puisse être considérée comme un acte de commerce et ne porte pas en conséquence atteinte au caractère civil de la société, prise de participation dans toutes sociétés immobilières, obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection, travaux ou autres à faire dans les immeubles de la société. la propriété, l'acquisition, la gestion et la vente, pour son compte, de tous instruments financiers tels que titres, valeurs mobilières, droits sociaux... de toute nature (à l'exclusion de ceux entraînant pour leur titulaire la qualité de commerçant) ainsi que la souscription et gestion d'un contrat de capitalisation aux fins de gestion de la trésorerie. Conférer aux associés, le droit d'utiliser privativement et gratuitement les immeubles sociaux. toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

Dénomination : VPF
Siège : TOURNEFEUILLE (31170) 82 Chemin de Panégans,
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation

Capital : apport en numéraire et en nature : DEUX CENT QUARANTE-HUIT MILLE DEUX CENTS EUROS (248 200,00 EUR) avec un bien sis à TOURNEFEUILLE (31170) section AD numéro 289
Gérant : Fabrice AROLA et Philippe AROLA, demeurant à TOULOUSE (31000)
30 rue Dominique Clos
Agrément Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.
Immatriculation : au RCS de TOULOUSE

Pour avis : le Gérant

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 22 septembre 2017, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : IPA
FORME : Société par Actions Simplifiée (SAS)
CAPITAL : 1.000€
SIEGE : 41 place Nicolas Bachelier, appartement N12, 31000 TOULOUSE
OBJET : - l'importation de produits alimentaires et non-alimentaires du Maghreb
- l'importation de produits de parapharmacie du Maghreb
DUREE : 99 ans

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE :

Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément donné par décision de la collectivité des actionnaires statuant selon les règles définies à la partie 3 « cession », article 3.2 « Agrément » des statuts.

PRESIDENT : Madame Yasmine BEL-HAMDI demeurant au 41 place Nicolas Bachelier, appartement N12, 31000 TOULOUSE.

DIRECTEUR GENERAL : Monsieur Abdelah IOUALALEN demeurant au 41 place Nicolas Bachelier, appartement N12, 31000 TOULOUSE.

IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Pour avis.

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Toulouse du 25 septembre 2017, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes : Dénomination sociale : C-MAJE - Forme sociale : Société à responsabilité limitée - Siège social : 5, Place Rouaix - 31000 TOULOUSE - Objet social : café, bar, brasserie, snack et restaurant. - Durée de la Société : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS - Capital social : 3.000 euros - Cogérance : Monsieur Axel JULIAN, demeurant 23, Rue Desprez - 31400 TOULOUSE et Monsieur Mathieu VIDAL, demeurant 3, Boulevard Armand Duportal - 31000 TOULOUSE. Immatriculation : RCS de Toulouse.

La Gérance.



SELARL
DAL CIN & ASSOCIES
Société d'Avocat
8 rue des 36 Ponts
31400 TOULOUSE

KER PASTEL HLD
Société par actions simplifiée
au capital de 166.700 euros
Siège social : 17 rue François Bousquet - 31200 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 02 octobre 2017, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : société par actions simplifiée
Dénomination sociale : KER PASTEL HLD
Siège social : 17 rue François Bousquet, 31200 TOULOUSE

Objet social : participation directe ou indirecte au capital de sociétés se rapportant aussi bien à la création qu'à l'exploitation de toutes entreprises industrielles, commerciales, financières ou immobilières ; la gestion de ses titres de participation ; la fourniture à ses filiales de toutes prestations de services en matière d'assistance administrative, commerciale, comptable, juridique, secrétariat général, et de management.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés

Capital social : 166.700 euros
Présidence : Monsieur Jean-Luc PERROT, demeurant 17 rue François Bousquet, 31200 TOULOUSE

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé a droit de participer aux décisions collectives dès lors que ses titres de capital sont inscrits en compte à son nom. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Clauses restreignant la libre cession des actions : Les actions, librement cessibles entre associés, ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec le consentement des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote et ce après exercice du droit de préemption au profit des associés de la société.

Immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis,
Le Président



Me Séverine
BENOIT-TERES
AVOCAT
6, Rue de l'Ourmède 31620
CASTELNAU D'ESTRETEFON.
Tel : 05.31.22.10.18
severine.benoitteres@sfr.fr

SCI SYLAUR
Société Civile Immobilière
Au Capital de 1000 Euros
Siège social : 4, Chemin
Estaquebiau à 31240 SAINT-JEAN

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 02 Octobre 2017, Il a été constitué la Société Civile Immobilière SYLAUR, dont le siège social est 4, Chemin Estaquebiau à SAINT-JEAN (31240), ayant pour objet l'acquisition, l'administration, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, la vente de tous immeubles et biens immobiliers, et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil . La durée de la Société est de 99 ans à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse. La Capital Social est de 1000 Euros. La Gérante est Madame Marie-Dominique MERIC-MOTES épouse LAVA, demeurant 4, Chemin Estaquebiau à SAINT-JEAN (31240).

Pour avis, La Gérante.

Avis est donné de la constitution de la société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : LAURIA SCHOOL
Forme sociale : SASU
Siège social : 6 avenue du chêne vert 31270 Frouzins

Objet social : La société a pour objet : de former tout public répondant aux critères mis en vigueur à l'entrée en formation. Les différentes activités proposées se porteront sur le secteur du service à la personne. Durée : 99 ans Capital : 500€

Président : (Prénom NOM Adresse Personnelle) Victoria KACOU 22 rue Marcel Pagnol 31830 Plaisance du Touch
Directeur Général : (Prénom NOM Adresse Personnelle) Victoria KACOU 22 rue Marcel Pagnol 31830 Plaisance du Touch

Immatriculation au RCS de TOULOUSE



Patrick PARTOUCHE
Avocat
19 Chemin de Nicol
31200 TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 29 Septembre 2017 il a été constituée une Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société Civile Immobilière
DENOMINATION : SCI LA CASA DEL PESCADOR

OBJET : L'acquisition, la propriété, l'exploitation par bail, location, ou autrement de tous immeubles et droits immobiliers , et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes. CAPITAL : 1 000 €

APPORTS : en numéraire entièrement libérés SIEGE SOCIAL : 86 Bis Chemin des Bourdettes à AUCAMVILLE (31140)

DUREE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.

GERANCE : Guy TEULIER et Nadège TEULIER demeurant 86 Bis Chemin des Bourdettes à AUCAMVILLE (31140)

CESSION DE PARTS : les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Toutes les autres cessions sont soumises à agrément.

IMMATRICULATION : Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE

Pour Avis



Co-legis
Avocats
13 Impasse Teynier - 31100 Toulouse

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 27/09/2017, il a été constituée une SARL dénommée CONSEIL IMMO au capital de 2 000 euros, ayant son siège social 7 place Jacques Sauvegrain, 31100 TOULOUSE. Son objet social est : L'activité d'agence immobilière et de gestion immobilière, transaction sur immeubles et fonds de commerce et location. Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS. Gérance : Monsieur Emmanuel HORACE, demeurant 8C chemin de Muret 31600 SAUBENS et Monsieur Bertrand SERNY, demeurant 10 allée du Dr Zamenhof - Résidence Villardenne, Bât. Adriana, Appt 18, 31100 TOULOUSE. Immatriculation de la Société au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, la Gérance.

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : BARBER 31
FORME : Société par actions simplifiée
SIEGE SOCIAL : 64, Rue de la Colombe - 31000 TOULOUSE

OBJET : Toutes activités de coiffure mixte, vente de produits capillaires, cosmétiques et de beauté, barbier

DUREE : 99 ans
CAPITAL : 1 000 euros
PRESIDENT : Patrick LUBONGA, demeurant 78 B, Rue de Fenouillet - 31200 TOULOUSE

DIRECTEUR GENERAL : José NSIMUNDELE, demeurant Plaine de la Trinité - 31310 MONTESQUIEU-VOLVESTRE

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Pour avis.

Par acte SSP en date du 18/08/2017 a été constitué : Forme : SAS . Dénomination : ZAHRA. Objet : Restauration rapide. Terminal de cuisson . Siège social : 38 rue Merly 31000 Toulouse . Capital social : 2000€ divisé en 2000 parts de 1 euros . Durée : 99 ans. Président : Mr Ayoub OUATIQ , demeurant 38 Allée d'Ancely 31300 Toulouse . Immatriculation RCS TOULOUSE.

Par Assp du 29.9.2017, il a été constitué une SASU dénommée : WOOD STREET. Capital : 100€. Siège : 590, Route de Rastel, 31620 Fronton. Objet : décoration événementielle, location de décor. Durée : 99 ans. Président : Mme JARLET Annie, 590, Route de Rastel, 31620 Fronton, pour une durée indéterminée. Admission aux assemblées et droit de vote : Associée unique. Transmission des actions : Cession libre. Immatriculation au RCS de Toulouse

Par Assp du 19.9.2017, il a été constituée une SASU dénommée : SOCIÉTÉ TOULOUSAINE RENOVATION CONSTRUCTION. Sigle : S.T.R.C. Nom commercial : S.T.R.C. Capital : 1 000€. Siège : 19 Rue Joseph Cugnot, 31600 Muret. Objet : Gros œuvre, Maçonnerie générale, Enduits, Charpentes, Isolation, Revêtements de sols et murs, Carrelages, Faïences, Ravalements de façade et de manière générale entreprise de bâtiment et travaux public. Durée : 99 ans. Président : Mr YAMAN Murat, 19 Rue Joseph Cugnot, 31600 Muret, pour une durée indéterminée. Immatriculation au RCS de Toulouse.

Suivant acte authentique en date du 03/10/2017, il a été constitué une sarl. Dénomination : TOUDEAL. Objet : VENTE A DISTANCE SUR CATALOGUE SPECIALISE. Siège social : 42 RUE PRINCIPALE 31800 Pointis-Inard. Capital : 10000 €. Durée : 99 ans. Gérance: M. KHALIL MSIK, 42 RUE PRINCIPALE 31800 POINTIS INARD . Immatriculation RCS TOULOUSE.

Par acte ssp du 03/10/2017 il a été constitué une SAS dénommée: SWED RE-CORD - Siège social : 4 chemin de la flam-bere 31300 Toulouse - Capital: 7000€

Objet: studio d'enregistrement et production - Président : M. Marville Vincent, 4 chemin de la flam-bere 31300 Toulouse

Durée : 99 ans à compter de immatriculation au RCS de Toulouse

TRANSFERTS DE SIÈGE

SAPHYR
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 1,00 Euros
Siège social : 16 Rue de Planselve - Villa 1 - 31470 SAINT LYS
R.C.S : 821034998

Avis de Publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale mixte du 30 septembre 2017, il a été décidé :

- de transférer le siège social à L'ISLE SUR LA SORGUE (84800), 260 Chemin des Autures à compter de ce jour.

L'article 4 - SIEGE SOCIAL des statuts a été modifié en conséquence :

Ancienne mention
Le siège de la société est fixé à : 16 Rue de Planselve - Villa 1 31470 SAINT LYS

Nouvelle mention
Le siège de la société est fixé à : 260 Chemin des Autures 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE
RCS TOULOUSE

Pour avis,

Ingenuity i/o
SAS au capital de 42 830€
Siège social : 10, avenue de l'Europe, 31520 Ramonville Saint Agne
R.C.S. Toulouse 789 452 018

Le 30 septembre 2017, le Président a décidé de transférer le siège social au 16, avenue de l'Europe, 31520 Ramonville Saint Agne à compter sur 1er novembre 2017.

Modification au RCS de Toulouse.

Forme : SARL. Dénomination : SG CONSEILS, au capital de 3.000 €. 808913750 RCS Toulouse. L'AG Extraordinaire du 30/06/2017 a décidé de transférer le siège social de la société du 10 IMPASSE SAINT FELIX 31400 TOULOUSE au 104 AVENUE JEAN RIEUX 31500 TOULOUSE à compter du 30/06/2017. Modifications au RCS TOULOUSE

SCI Germain Pilon 31 au capital de 100 €, 808 378 608 RCS TOULOUSE. L'AG du 01/09/2017 a décidé de transférer le siège social de la société du 70 rue de la Colombe 31000 Toulouse au 6 place de Damloup 31000 Toulouse à compter du 01/09/2017 Modifications au RCS TOULOUSE.

MODIFICATION CAPITAL SOCIAL

ECS EXPRESS
Siège social : 6, rue des jardins de Virebent 31140 Launaguet
Au Capital de 2 500 €
porté à 7 050 €
RCS TOULOUSE : 525 310 074

Aux termes d'une décision en date du 27/09/2017, l'associé unique a décidé et réalisé une augmentation du capital social de 4 550 euros par apport en numéraire. Articles 6 et 7 des statuts modifiés.

Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE .

NOMINATIONS GÉRANT(S)



OFFICE NOTARIAL
15 rue de Limogne
31770 COLOMIERS

Changement de gérant

Concernant la société civile «LOC ANTILLES », dont le siège est fixé à TOURNEFEUILLE (31170) 7 impasse de Jarlandis, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 528825748, il a été prévu aux termes d'un acte reçu par Me Alain FAURE le 11 août 2017 et suite au décès de Mme Evelyne GUILLE, gérante, le 7 août 2015:

La nomination de deux nouveaux co-gérants: Lucie VIGNAUD demeurant à BLA-GNAC (31700) 43 rue Jean-Pierre Petit et Clara VIGNAUD demeurant à TOURNEFEUILLE (31170) 22 avenue du Général de Gaulle .

Inscription Modificative au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, Le Gérant

RUFA

Société à responsabilité limitée
au capital de 30.000 €
Siège : 65 ALLEES JEAN JAURES
31000 TOULOUSE
794474346 RCS de TOULOUSE

RUFA Société à responsabilité limitée au capital de 30,000 € sise 65 ALLEES JEAN JAURES 31000 TOULOUSE 794474346 RCS de TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 28 août 2017, l'Assemblée Générale a nommé Monsieur Guillaume FORGUES demeurant 3, Rue de Marivaux - 75002 PARIS, en qualité de gérant à compter du 28 août 2017, pour une durée de trois ans en remplacement de Monsieur Romain ASTOUL, démissionnaire.

Pour avis,

SARL CHARLSTON

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 7 622,45 €
Siège social : 101 route d'Agde - 31500 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 349 728 170

Aux termes d'une délibération en date du 28 septembre 2017, l'Assemblée Générale Ordinaire a nommé Mme Marie-Pilar FERNANDEZ épouse MARI, demeurant 38 avenue des Grands Pins - Domaine des Grands Pins - 31660 BUZET SUR TARN, en qualité de cogérant.

Pour avis
La Gérance

CESSIONS DE PARTS / FONDS



Patrick PARTOUCHE

Avocat
19, chemin de Nicol
31200 - TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 2 Octobre 2017, enregistré au Service de la publicité foncière et de l'enregistrement Toulouse 3, le 3 Octobre 2017, Dossier 2017 46780 référence 2017 A 11831, la société O'FRERES, Sarl au capital de 10 000 Euros, dont le siège social est 44 Avenue de Gameville à Saint-Orens de Gameville (31650), immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 799073366, a cédé à la société PIZZERIA DEL FRATES, Sarl au capital de 8 000 Euros, dont le siège social est 44 Avenue de Gameville à Saint-Orens de Gameville (31650), immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 831706064 , un fonds de commerce de fabrication et vente de pizzas sur place et à emporter sis et exploité 44 Avenue de Gameville à Saint-Orens de Gameville (31650) dont le numéro SIRET est le 79907336600012 et le code APE 5610 C, moyennant le prix global payé comptant de 37 000 Euros (trente sept mille euros), s'appliquant :
- aux éléments incorporels pour 15 000 € (quinze mille euros)
- aux éléments corporels pour 22 000 € (vingt deux mille euros)

La date d'entrée en jouissance a été fixée au 1er Octobre 2017 et la prise de possession réelle au 2 Octobre 2017.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des publications, auprès de Maître PARTOUCHE Patrick Avocat, 19 Chemin de nicol (31200) TOULOUSE, où domicile a été élu à cet effet.

Pour avis,

FORME : SCI GERMAIN PILON 31 au capital de 100,00 €. Siège social : 70 rue de la Colombette 31000 Toulouse. N° 808 378 608 RCS Toulouse. L'AG du 01/09/2017 a autorisé la cession de parts de M. BATIOT Jérôme démissionnaire, au profit de Mme CRUGNIER Laurie-Anne à compter du 01/09/2017. Modifications RCS Toulouse.

DISSOLUTIONS

SARL LD ELEC
Société à responsabilité limitée
au capital de 6.000 euros
Siège : 5 impasse Edith Piaf
31470 FONSORBES
R.C.S. Toulouse 800 093 270

Avis de dissolution

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 15 septembre 2017, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de cette date et sa mise en liquidation. L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateurs :

- Monsieur Didier BONNAFE demeurant 5 impasse Edith Piaf - 31470 FONSORBES,
- Monsieur Laurent VIGNAU demeurant 8 avenue Léon Blum - 31270 FROUZINS,
avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à l'actuel siège social, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Toulouse.

Mention sera faite au RCS de Toulouse

Pour avis.

AVODA
S.A.R.L en liquidation
au capital de 1000 Euros
Siège Social : 239, Avenue Antoine de Saint Exupéry
31400 Toulouse
R.C.S TOULOUSE : 505 287 581

Dissolution anticipée

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 31 août 2017 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 août 2017 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Madame DANIE GHIGHI, domiciliée 239 avenue de Saint Exupéry 31400 Toulouse, a été nommée liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus. Le siège de la liquidation est fixé au 239 avenue de Saint Exupéry 31400 Toulouse. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse.

Le Liquidateur.

LIQUIDATION

Maître Michel FRAYSSE
Avocat à la Cour
Conseil en droit des sociétés
37 boulevard Jean Brunhes
31 300 TOULOUSE

LUCAUREL
Société à responsabilité limitée
en liquidation
au capital de 8 000 euros
Siège social : 32 rue Sainte Ursule
31 000 TOULOUSE
R.C.S. TOULOUSE 534 620 703

Clôture de liquidation

Par décision collective du 27 septembre 2017, les associés ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur et prononcé la clôture des opérations de liquidation de la société.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au R.C.S. de TOULOUSE.

DIVERS

SOCIETE D'ASCENSEUR LEONARDO
SASU au capital de 1.000 €
Siège social : 19, rue des frères, appartement 6 - 31820 PIBRAC
818 310 138 RCS TOULOUSE

Aux termes d'un acte de cession d'actions reçu par Maître Jean-Christophe VERDIER le 9 septembre 2017 enregistré au Service de Publicité Foncière- Enregistrement de Toulouse 3, le 15 septembre 2017 Dossier 2017 44215 référence 2017 N 02059 a été constatée, à compter du 9 septembre 2017, les modifications suivantes des statuts de la société SOCIETE D'ASCENSEUR LEONARDO :

La dénomination sociale est : SOCIETE D'ASCENSEUR LEONARDO. Le sigle de la société est : S.A.L.

L'article 3 des statuts est modifié en conséquence.

- Le siège social est transféré de FONSORBES (31470), 1235 Route de Magne, à PIBRAC (31820), 19 rue des frères, appartement 6.

L'article 4 des statuts est modifié en conséquence.

- Le premier président nommé sans limitation de durée par les fondateurs est, Monsieur Leonardo DIAS RODRIGUES qui accepte.

Le paragraphe « PREMIER PRESIDENT » des statuts est modifié en conséquence.

Mentions seront portées au RCS de Toulouse.

Pour avis,
Le notaire



Me Séverine BENOIT-TERES
AVOCAT
6, Rue de l'Ourmède-31620
CASTELNAU D'ESTRETEFONDS
Tel : 05.31.22.10.18
severine.benoitteres@sfr.fr

Avis de publicité

Dénomination sociale : VITALESCENCE
Forme : Société A Responsabilité Limitée

Siège Social : 165, Route de Montastruc à 31380 BAZUS

Capital Social : 8000 €

SIREN 507 844 272 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 25/09/17, les associés ont décidé de transférer à compter de ce jour, le siège social qui était situé : 165, Route de Montastruc à 31380 BAZUS à l'adresse suivante : Centre Commercial du Buc-Chemin du Buc à 31380 GARIDECH.

L'article 4 des statuts a été modifié, en conséquence.

Madame Isabelle CANO-MARMOL dont le domicile personnel est : 165, Route de Montastruc à 31380 BAZUS demeure la Gérante de la SARL VITALESCENCE.

Pour avis et mention,
La Gérante.

J'hésite encore...

Tu aimes lire ?

OUI

Tu es curieux ?



OUI

Tu aimes briller en société ?



Chaque semaine, pleins d'infos constructives pour faire mouche !

NON

Super ça fera un cadeau pour ta tante !



NON

Sors de ta grotte et fais nous un chèque !

NON

Tu cherches du papier pour allumer ton barbecue ?



Ça tombe bien, on t'en livre toutes les semaines !



OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

NON

Tu es pour l'extinction des petits bébés ours polaires ?



OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

T'ABONNER ?



Captain Planet te remercie de t'abonner !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Abonnes-toi, ça urge !

OUI

Veux-tu

LE JOURNAL TOULOUSAIN
DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENT 6 MOIS / 18 € : édition papier + Web

ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + Web

OUI Je m'abonne au JT !

☐ 6 MOIS ☐ 1 AN

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____

Mail _____

☐ Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulouse

☐ Par carte bancaire n° _____

Expire fin ____/____ Cryptogramme ____

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à
Le Journal Toulouse
32, rue Riquet
31 000 Toulouse

jt
LE JOURNAL
TOULOUSAIN

NOTRE
NUMÉRO
DE TÉLÉPHONE

09 83 27 51 41